

HAUT-RHIN

Stocamine pollue le débat à l'assemblée des maires

Interpellé par Antoine Homé, maire de Wittenheim, le préfet Laurent Touvet a dû faire le service après-vente de la décision de confiner les déchets de Stocamine, hier devant les maires du Haut-Rhin.

Le préfet Laurent Touvet était venu porter la bonne parole de la « proximité » et de la « confiance », hier à Houssen, devant les maires du Haut-Rhin réunis en assemblée générale. Celle du grand débat national, à propos duquel les maires « ne peuvent rester à l'écart ». Celle des dotations de fonctionnement de l'État enfin « stabilisées ». Celle, enfin, de l'après Fessenheim, avec un projet de territoire « qui permettra de recréer de la richesse dans la bande rhénane et de faire du Haut-Rhin un département bas carbone d'ici une vingtaine d'années ».

Mais l'échange avec les maires a rapidement été pollué par le dossier Stocamine. C'est Antoine Homé qui a mis sur le tapis la question qui fâche : la décision du ministre de la Transition écologique, le 21 janvier dernier, d'opter pour le confinement des déchets plutôt que l'extraction. « En ces temps de grand débat, nous avons été choqués par cette décision prise sans recevoir les élus locaux », commente le maire de Wittenheim et vice-président de l'association des maires, persuadé que « seul le déstockage intégral garantit le respect du



Quelque 250 élus étaient rassemblés hier à Houssen pour l'assemblée générale de l'association des maires du Haut-Rhin.

Photos L'Alsace/Vanessa Meyer

principe de précaution ».

Quel principe de précaution ?

Et d'appeler le gouvernement à « réexaminer » cette option, « la seule qui vaille » : « Parce que les élus alsaciens ont le sens du respect et du dialogue, il ne faudrait pas qu'on se permette ici ce qu'on n'oserait pas ailleurs. » Applaudissements nourris.

Le préfet, qui avait déjà eu la lourde tâche de dévoiler – à huis clos – la décision ministérielle il y a quinze jours, s'est donc livré à une explication de texte détaillée, basée sur « plusieurs rapports qui disent à peu près la même chose ».

À l'entendre, les bouchons de confinement doivent isoler le plus longtemps possible les gale-

ries où sont stockés les déchets de l'eau de la nappe. « Il y a une possibilité, dans un avenir entre 600 et 1000 ans, qu'une petite fraction de saumure polluée vienne à remonter jusqu'à la nappe », reconnaît le préfet. Mais, précise-t-il, « 75 % des déchets qui restent au fond sont non solubles dans l'eau ». Pour le représentant de l'État, le risque de pollution serait donc « très faible », en raison de la dilution : « On parle d'1 m³ par an de saumure polluée contre 35 milliards de m³ ». Quid alors du rapport du BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), qui juge l'extraction possible ? « Oui, mais avec des techniques entièrement nouvelles, des robots et des équipes trois fois plus nombreuses », relative le préfet. Qui

soulevé aussi la question de la durée d'une éventuelle extraction : « Dans une dizaine d'années, on ne pourra plus travailler au fond. On risque d'être rattrapés par le temps et de ne pas pouvoir réaliser le confinement. »

À l'arrivée, le préfet assure que la « balance des risques » a conduit l'État à retenir le confinement, en retardant la fermeture des puits « pour permettre une durée accrue de surveillance ». « Nous sommes d'accord sur le principe de précaution mais n'en tirons pas les mêmes conclusions. » Pas sûr que cela suffise aux élus que François de Rugy recevra le 12 février.

Clément TONNOT

VOIR l'interview en vidéo d'Antoine Homé sur www.lalsace.fr

GRAND DÉBAT NATIONAL

« Un effet cathartique ne sera pas suffisant »

« Il ne faudrait pas que le grand débat national fasse flop. Si ma mémoire est bonne, les États généraux de 1789 n'ont pas empêché la révolution d'avoir lieu ! Il y a sans doute un peu de tout parmi les gilets jaunes, mais on trouve aussi une mise en cause des institutions démocratiques... Et le gouvernement, de son côté, semble parti pour un simple rafistolage d'urgence. » Le Mulhousien Philippe Aubert est ces jours-ci un homme inquiet. Non qu'il soit par principe hostile à une large expression citoyenne – bien au contraire. Pourquoi sinon co-présiderait-il depuis près de trois ans la Conférence régionale des conseils de développement (CRCD) de la Région Grand Est, en plus de présider le CDD de la région mulhousienne ?

« Détecter les signaux faibles »

Son véritable souci est ailleurs : c'est celui de la « détection des signaux faibles »... Ainsi que de possibles dérives populistes. « Que l'on instaure un droit au référendum d'initiative citoyenne (RIC), soit, reprend l'intéressé, mais alors il faut en définir

soigneusement le périmètre d'application, et le réserver aux sujets relevant des politiques territoriales. On nous donne sans cesse en exemple la démocratie suisse, mais la dernière votation en date a porté sur la longueur des cornes de vache ! Et si l'on s'en était remis à la rue, on n'aurait peut-être pas encore légalisé l'avortement. » « Si le débat a un effet cathartique », insiste encore Philippe Aubert, ce sera déjà bien, mais pas suffisant. Il faut changer de braquet, s'interroger sur de nouvelles formes de démocratie citoyenne, bâtir un nouveau contrat social, définir ce que signifie le fait d'être français aujourd'hui, ce qui « fait nation ». Conclusion de Philippe Aubert : « Le CDD de la région de Mulhouse n'organisera pas de débat, car je ne vois pas ce que cela apporterait – en revanche, on est en train de réfléchir au coup d'après : il s'agit de dire aux manifestants, "On ne peut pas passer sa vie sur les rond-points, il faut investir les instances qui existent déjà, c'est la meilleure façon de vivre votre citoyenneté". »

E.D.



Le Mulhousien Philippe Aubert copréside avec le Nancéien Dominique Valck la Conférence régionale des conseils de développement de la Région Grand Est.

Photo L'Alsace/Emmanuel Delahaye

BAS-RHIN

Passer des préjugés aux opinions

Soucieux de l'avenir de la démocratie menacée par internet et les ingérences extérieures, le député strasbourgeois Bruno Studer (LaREM) cherche à conjurer l'enfermement des algorithmes par un débat suivi avec ses concitoyens.

C'était une de ses promesses de campagne. La sienne, pas celle d'Emmanuel Macron. Rendre compte aux citoyens, tous les six mois, de son action de député de Strasbourg-Schiltigheim. Les rencontrer, tout simplement. Les sept réunions publiques que Bruno Studer a organisées en janvier ont rassemblé plus de 400 personnes. Une participation en nette hausse par rapport aux deux premiers cycles.

« Pas facile mais formidable »

Lancée avant le grand débat national, l'initiative rencontre aujourd'hui l'aspiration des citoyens à s'exprimer et renvoie les électeurs à la complexité de la décision démocratique.

« Les points de vue sont radicalement différents dans une réunion, mais l'intérêt de la démocratie représentative est de devoir trancher à un moment donné. Bon nombre de participants reconnaissent que ce n'est pas facile », explique Bruno Studer qui alterne explications, justifications et plaidoyers en partant du programme du président de la République.

Sur l'ISF, il rappelle la méthode et l'évaluation promise. Sur la CSG, il souligne les avancées du gouvernement. Il relève les mesures prises en matière de pouvoir d'achat des bas salaires. Il reconnaît l'absence de financement pour la dépendance.

Le président de la commission des affaires culturelles et de l'éducation entend « éviter les préjugés au profit des opinions ». « Efrayé » au début de sa campagne par les courbes ascendantes de l'abstention et du vote extrême, il veut voir dans cette crise et « ce moment d'une complexité inouïe » une « opportunité » pour « consolider pas après pas » une démocratie menacée par internet.

Rapporteur de loi contre la manipulation de l'information, Bruno Studer se demande comment la démocratie va évoluer avec internet. S'il n'a pas senti venir le mouvement des gilets jaunes à proprement parler, les fake news sur l'éducation sexuelle en maternelle l'ont fortement interpellé dès septembre. Son visage se fige encore aujourd'hui à l'évocation de ce souvenir. « Il faut reprendre le contrôle »,



Le député Bruno Studer (LaREM) de Strasbourg-Schiltigheim : « Nous ne serions pas arrivés à cette situation si nous n'avions pas fait d'erreurs. »

Photo DNA/Cedric Joubert

dit-il sans ambages, parce que « la démocratie est confrontée à l'enfermement algorithmique qui lui-même touche à la liberté de conscience ». Bruno Studer croit à la capacité de la France, et de l'Europe, de s'engager sur le terrain de la protection des données et des droits d'auteur, face aux géants du numérique. « Ce n'est

pas facile mais c'est formidable », répète l'élu qui aspire à voir son pays regagner de l'optimisme.

« La tension dans la société existait déjà » en 2016

Le député de La République en marche se réjouit de la bonne marche du grand débat national. « J'avais déjà l'impression de le faire », glisse-t-il en souhaitant que la démarche « ne s'arrête pas ». « Nous en avions besoin. Nous ne serions pas arrivés à cette situation si nous n'avions pas fait d'erreurs », concède le parlementaire. « Le dialogue est essentiel ; c'est l'humain qui va nous sauver. »

Quand Bruno Studer avait rendu compte de la grande marche à Emmanuel Macron, sur la scène du Palais des congrès de Strasbourg le 4 octobre 2016, « la guerre civile était la première inquiétude des Français ». « La tension dans la société existait déjà, dit-il. Elle prend actuellement une forme très française mais ce sont au fond les démocraties qui sont touchées. »

Franck BUCHY

PARTI

PS 67 : « Tous sur le pont » face au réel

« Passer de l'incantation au changement aux actes ». Pour Pernelle Richardot, le changement, c'est maintenant. La crise sociale « nous [y] oblige », explique la première secrétaire du PS du Bas-Rhin. « En 18 mois, une colère forte et profonde a surgi et s'est installée. Elle prend racine dans un cri qu'il nous faut entendre », explique-t-elle en ce début d'année. Si elle aime répéter que « le PS n'est pas démonétisé », l'adjointe au maire de Strasbourg sait très bien aussi que son crédit sera long à restaurer. À la reconstruction du parti, elle colle celui de la reconquête. « Montrer que nous sommes là, bien présents, au contact du réel », insiste l'élue en annonçant le lancement d'une opération Tous sur le pont qui mobilisera l'ensemble des sections. Objectif : échanger sur l'ISF et parvenir à mettre en place un référendum d'initiative partagée sur le sujet.

« La fédération est visée mais elle n'est pas morte »

Après reconstruire et reconquérir, rassembler. C'est le troisième travail herculéen des socialistes. « Rassembler la gauche », préche la conseillère régionale pour les élections européennes. « Ne laissons pas l'Europe

dans un tête-à-tête entre libéraux et nationalistes », exhorte la candidate à la candidature.

La tonalité est la même pour les élections municipales, avec un ton encore plus ferme. « Je veux mettre en garde celles et ceux qui pourraient laisser croire qu'il pourrait y avoir de la place pour des aventures et stratégies individuelles », a-t-elle prévenu, convaincue que « l'union des socialistes permettra demain le dépassement nécessaire de notre famille. Seul le rassemblement de la gauche permettra ensuite son dépassement pour construire une majorité ». Son vœu n'aura pas tenu longtemps. Vendredi, une quinzaine de socialistes de l'Eurorépublique ont claqué la porte du parti en désaccord avec la ligne du PS local. Pernelle Richardot en « prend acte » et dit « respecter celles et ceux qui ont fait un choix politique de conviction ». Elle se dit même contente de « cette clarification ».

« C'est la fédération qui était visée mais elle n'est pas morte. Il s'agit d'un regroupement de départs disparates et perdus qui ploieraient », relève l'élue qui voit dans ces défections l'opportunité pour la fédération de « rebondir plus fort ». Reste à transformer les incantations en actes. F. By